

EN DIRECT

DU COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE ENEDIS

Bulletin de mai 2018

CCE DU 17 MAI 2018 DÉCLARATION LIMINAIRE



Cette déclaration liminaire aura une tonalité différente ce mois-ci. En effet, à quoi bon continuer de s'adresser à une direction qui déroule depuis des mois sa stratégie sans se préoccuper de l'avis des salariés et de leurs représentants ?

C'est pourquoi nous préférons profiter de l'occasion pour nous adresser directement aux salariés.

Nous les avons informés de la situation réelle de l'entreprise, du non-sens de la nouvelle politique menée par nos dirigeants : faire du cash sans se préoccuper des conséquences sur l'avenir de l'entreprise et sur le dos des salariés.

Nous leur avons démontré qu'aucune des justifications apportées par l'entreprise ne soutient une analyse sérieuse, et qu'il n'y a aucune raison économique pour justifier des reniements faits dans tous les domaines.

Nous avons prouvé que l'argent nécessaire pour respecter tous nos engagements industriels et sociaux avait été octroyé au travers du tarif de distribution et que c'est bien sciemment que nos dirigeants avaient décidé de détourner cet argent de son objet.(...)

lire la suite p2

L'appréciation CGT
sur les sujets à l'ordre du jour

REDÉPLOIEMENT ET RECONVERSION C&S V2 ! DISPOSITIF TEMPORAIRE DE FIN DE CARRIÈRE



Ce dossier confirme toutes les informations données par la CGT sur les orientations de l'entreprise et leurs conséquences. (...)

lire p3

PROCESSUS DE RACCORDEMENT



Les députés de la majorité ont adopté à l'Assemblée nationale la mise en concurrence des raccordements électriques. (...)

lire p3



SUIVI DU DÉPLOIEMENT LINKY



La CGT exige que la direction respecte ses engagements à savoir, le maintien de l'effectif de référence du 1^{er} janvier 2013 (...)

lire p4

Signez
la pétition
en ligne



OUI
AU SERVICE PUBLIC
DE L'ÉNERGIE ET DU GAZ
Sur change.org

Déjà
+ de 28 000
signatures !

DÉCLARATION LIMINAIRE

CCE DU 17 MAI 2018

(→ suite) Face à la gravité de la situation, un droit d'alerte a même été lancé par le CCE. Une première depuis la création de la filiale de distribution en 2008.

Pour informer, nous avons envoyé de nombreuses communications dans le pays, des comptes rendus du CCE et des tracts syndicaux. Cette action se poursuivra.

Pour gagner la bataille de l'opinion face à une direction qui a mis tous ses moyens pour diffuser une propagande cherchant à masquer la réalité de la situation, nous avons aussi pris le parti d'aller au contact des salariés partout dans le pays. Déjà des centaines de réunions ont été organisées et d'autres sont programmées. Cette action de déploiement est sans précédent. Elle va se poursuivre, elle aussi.

Le collectif CGT d'ENEDIS ne pouvait être absent de ces rencontres, et nous en avons fait une priorité.

Nous avons bien fait, car nous pouvons ainsi, sans filtre, prendre conscience de l'état d'esprit dans le pays malgré quelques tentatives isolées dans certaines unités pour empêcher les salariés de participer à ces rencontres, en particulier ceux de l'encadrement.

Quelles sont nos conclusions après avoir débattu avec des centaines de salariés ?

D'abord, ceux-ci ont, dans leur immense majorité, bien compris la nocivité de la nouvelle politique de nos dirigeants. Ceux-ci ne recueillent plus leur confiance.

Ensuite, une grande part du management de l'entreprise est arrivée à partir de 2010 pour mener une politique industrielle ambitieuse. Ces managers ne peuvent pas adhérer à ce virage à 180 degrés où on leur demande d'être en première ligne pour faire le sale travail et casser une entreprise qu'ils ont contribué à redresser.

Enfin, nous avons pris une leçon de dignité. Et certains de nos grands dirigeants feraient bien de s'en inspirer.

Quand nous entendons des jeunes salariés nous expliquer qu'avec 1 200 euros par mois ils ont des difficultés à faire grève, cela nous touche. Et cela nous met en colère, car cela illustre concrètement comment sont obligés de vivre des milliers de salariés.

Là, on n'est plus dans des chiffres abstraits, des pourcentages, mais dans la réalité humaine.

Nous les avons aussi entendus se déclarer prêts à d'autres formes d'actions radicales.

La direction ferait bien de prendre conscience qu'à cultiver du désespoir, elle va en récolter les fruits à un moment ou à un autre.

Et ce n'est pas en contraignant de plus en plus les formes du dialogue social, en ne tenant aucun compte des alternatives proposées, que cela va apaiser les choses.

La CGT comprend ce sentiment de révolte qui a au moins un mérite, celui de montrer que les salariés ne sont pas résignés, qu'ils s'intéressent à l'avenir de leur entreprise, et veulent agir. Ils n'entendent pas subir et cherchent les moyens de peser sur leur avenir en obligeant nos dirigeants à revenir à une attitude plus respectueuse socialement... Et qui donnerait plus de sens à leur travail.

Nous n'avons donc pas vu de renoncement, seulement beaucoup de dégoût, et c'est pourquoi nous pouvons affirmer que nos dirigeants ont perdu la bataille de l'opinion.

Ce ne sont pas quelques gesticulations supplémentaires qui pourront retourner la situation, bien au contraire.



Par exemple, la direction nous a informés avoir ester en justice pour contester le droit d'alerte initié par le CCE. Mais qu'elle y aille ! Qu'elle se ridiculise donc un peu plus devant le personnel en essayant par des arguties et de la procédure de faire un écran de fumée pour éviter le débat sur le fond.

De toute manière, c'est trop tard : nous le répétons, la vérité a éclaté et vous avez perdu la bataille de l'opinion. Tous les tribunaux du monde n'y changeront plus rien... Et nous faisons le pari que même l'externe, et en particulier les collectivités locales, ne restera pas dupe longtemps des motivations de vos basses manœuvres.

Mais revenons à l'essentiel, le sentiment des salariés tel que nous l'avons perçu lors de nos rencontres et leurs attentes. Leur parole nous oblige, à la CGT, à écouter encore plus ce qu'ils ont à nous dire et à les accompagner pour décider collectivement des modes d'actions à mener en toute responsabilité. Nous les avons appelés à s'inscrire dans les actions programmées par la CGT dans les IEG car, au-delà de la situation particulière d'ENEDIS, on voit bien que c'est l'ensemble du secteur de l'énergie qui est aujourd'hui questionné, et même les services publics en général.

Leur participation a été à chaque fois très significative. C'est pour nous très important : cela légitime notre action en particulier vis-à-vis de l'externe.

Là aussi, notre action va se poursuivre : nous alertons les principaux acteurs du secteur de l'énergie sur la situation d'ENEDIS et nous leur demandons d'assumer leurs responsabilités en renforçant ses obligations de service public, en obligeant ENEDIS à maintenir ses effectifs et sa présence territoriale dans la ruralité, et en contrôlant mieux l'utilisation des moyens octroyés au distributeur et payés par les usagers.

Pour gagner, nous devons continuer à construire et élargir cette mobilisation.

Face aux attaques politiques externes et à la casse qui s'organise à l'interne, nous n'aurons pas le choix : les salariés devront prendre une fois de plus leurs responsabilités et s'inscrire dans un mouvement dur et dans la durée.

À chaque fois que les salariés de la distribution se sont levés, ils ont réussi à mettre en échec leurs adversaires. La partie est donc loin d'être jouée.

Nous tenions surtout aujourd'hui à remercier tous ces salariés que nous avons pu rencontrer, dans leur diversité, du technicien au chef d'unité en passant par les managers de proximité, et cela dans de nombreuses régions.

Les retours très positifs que nous avons eus suite à ces rencontres nous ont donné une motivation supplémentaire pour continuer à combattre le sale projet de l'entreprise et l'égoïsme de quelques dirigeants.

Nous mettons hier des concepts derrière nos positionnements. Nous pouvons aujourd'hui y mettre des visages.

REDÉPLOIEMENT ET RECONVERSION C&S V2 ! DISPOSITIF TEMPORAIRE DE FIN DE CARRIÈRE

Ce dossier confirme toutes les informations données par la CGT sur les orientations de l'entreprise et leurs conséquences. ENEDIS est bien obligé de mettre en place des mesures pour accompagner sa politique d'économies tous azimuts et virer du monde « *le plus en douceur possible* ». **Mais un plan social « soft », c'est quand même, et avant tout, un plan social.** Le premier volet de ce plan vise donc les USR, les fonctions centrales et plus généralement tous les métiers tertiaires.

Chaque salarié concerné va donc devoir se débrouiller pour trouver une nouvelle activité.

Et cela dans une entreprise où la direction annonce 2 500 suppressions d'emplois, dont près de 2 000 dans le domaine technique, qui sera le deuxième volet du plan et alors même que la direction décide la fermeture prochaine de sites de proximité.

Ce dossier ne nous agrée pas : c'est une décision unilatérale de nos dirigeants. La CGT refuse d'être partie prenante de la mise en œuvre d'un tel plan social.

ENEDIS dispose des moyens financiers pour tenir ses engagements sur l'emploi (entre autres) et détourne de son objet l'argent octroyé par le tarif sur le dos des usagers dans un seul but : faire du cash, du cash et encore du cash... Et, *in fine*, mener à la ruine l'entreprise d'ici 2021.

La CGT exige le retour à un vrai projet industriel permettant de garantir les intérêts du distributeur, de ses salariés et des usagers.

Pour autant, nous n'entendons pas juger ce que feront individuellement les salariés : il appartiendra à chaque personne potentiellement concernée de se déterminer en fonction de sa situation personnelle.

Nous attirons néanmoins l'attention des candidats au départ en « *congés de fin de carrière* ». Un engagement de prendre sa retraite à la date d'ouverture des droits est demandé pour en bénéficier. Par conséquent, il sera impossible de revenir en arrière, par exemple en cas de difficultés familiales et/ou financières. Nous ne saurions blâmer les salariés désireux de quitter l'entreprise dans la période actuelle d'incertitudes sur l'avenir du



secteur de l'énergie et des services publics en général... mais surtout au regard du manque de perspectives qui leur sont données, de la dégradation des relations sociales à ENEDIS et au vu de l'absence de reconnaissance en rapport avec leur investissement. Pire, aujourd'hui, la direction pousse les salariés dehors, cela marque une nouvelle fois toute la considération que leur portent nos dirigeants.

Mais c'est finalement très cohérent avec leur seul objectif aujourd'hui : faire du cash sans se préoccuper de l'avenir de l'entreprise et de ses salariés au-delà de 2021.



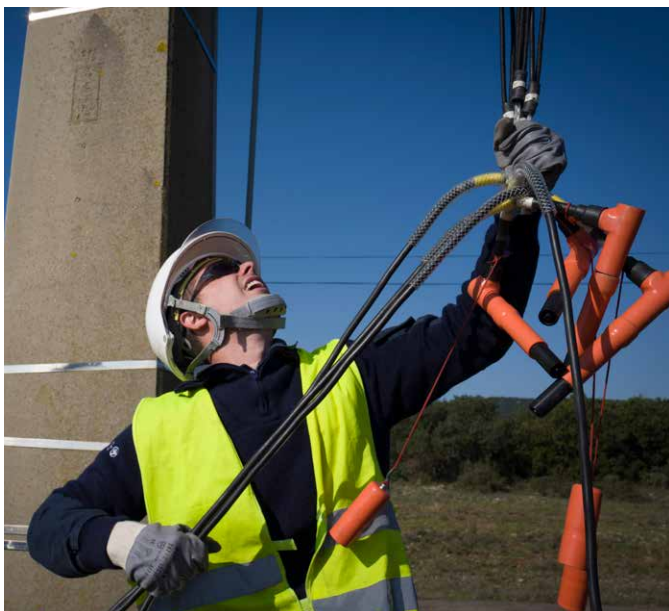
C'est pour l'ensemble de ces motifs que la CGT dénonce votre politique et tous vos artifices, et porte un avis négatif sur votre dossier.

Vote négatif unanime.

La CFE-CGT et FO ne participent pas au vote... Ils n'ont pas d'avis sur le sujet ?!

→ Téléchargez la déclaration CGT dans son intégralité.

PROCESSUS DE RACCORDEMENT



Les députés de la majorité ont adopté à l'Assemblée nationale la mise en concurrence des raccordements électriques.

La FNME-CGT est fermement opposée à cet amendement qui va à l'encontre de l'égalité de traitement des usagers avec une explosion des prix, met en concurrence les agents statutaires face aux salariés du privé et menace la sécurité des réseaux, en multipliant les intervenants.

La direction d'ENEDIS approuve sans broncher cette nouvelle concurrence déloyale. Pire, elle la valide à la seule condition qu'elle continue à habiliter les entreprises intervenantes, sacrifiant le service public, l'emploi et les compétences au nom de la rentabilité et de la remontée de cash à la maison mère.



La FNME-CGT revendique que l'ensemble des branchements soit confié aux salariés des IEG, et demande à ENEDIS de réinternaliser cette activité. L'activité branchement est formatrice pour les nouveaux arrivants et les personnels redéployés permettant la continuité des transferts de compétences pour assurer nos missions d'exploitation.

SUIVI DU DÉPLOIEMENT LINKY

La CGT exige que la direction respecte ses engagements à savoir, le maintien de l'effectif de référence du 31 décembre 2013 soit 36 053 salariés à la fin du programme Linky, que les agents d'exploitation réalisent des activités « cœur de métier » et ne soient pas utilisés exclusivement sur l'activité Linky, le respect des conditions de travail et de la sécurité des agents et salariés prestataires.



La CGT l'affirme : la propagande de la direction qui consiste à utiliser Linky pour justifier son plan social et sa politique du cash à tout prix est **IRRESPONSABLE** et **DANGEREUSE**.



LES RÉACTIONS DE LA DIRECTION

1) En réponse à la déclaration liminaire CGT

La Présidente informe le CCE que la direction a décidé d'attaquer le CCE en justice pour demander l'annulation de la procédure de droit d'alerte économique et sociale lancée par l'organisme.

La direction considère qu'il n'existe aujourd'hui aucun fait préoccupant pour les salariés et l'avenir de l'entreprise.

Il n'y a aucun motif d'inquiétude pour les salariés... La CGT les laissera juges de ces propos et d'une direction qui cherche par tous les moyens à éviter le débat sur le fond...

Pour information, 2 nouveaux articles sont parus le 16 mai dans le journal Les Échos : « *Ambiance tendue sur le front social et ENEDIS, la pépite régulée d'EDF* ».

Dans le premier, interrogée sur les fermetures de sites de travail, notre direction explique « *La présence d'ENEDIS dans les territoires est essentielle, mais il y a d'autres canaux comme internet. La présence physique est la résultante d'un équilibre permanent avec la performance* »...

Décryptage du langage politiquement correct en langue vernaculaire : ENEDIS, pour la première fois, ne nie plus son intention de fermer des sites et indique que cela se fera pour des raisons économiques. Mais les clients pourront toujours nous contacter par internet... **Le dépannage par internet, ce sont les collectivités locales et les usagers qui seront heureux d'apprendre cette nouveauté !!!**

Mais tout va bien, il n'y a aucune matière à vous inquiéter selon nos dirigeants...

2) Des discours contradictoires sur les sujets à l'ordre du jour, raccordements et Linky

Le directeur de la direction technique explique que les raccordements sont une priorité et qu'il est nécessaire de le rappeler aux directions régionales. Pourquoi, les DR ne le savaient pas ? C'est une blague ?

Sans doute au regard de la réalité de terrain rappelée par nos élus : aujourd'hui, c'est Linky qui est prioritaire et nos exploitants ne font plus leurs activités.

Le directeur de la DT nous explique qu'il va mettre en place un plan pour y remédier car cette activité est la base de notre modèle industriel et un moment essentiel de la relation avec les usagers.

La CGT lui remet en mémoire que les usagers voient surtout des entreprises prestataires depuis que les directions successives ont organisé l'externalisation totale des branchements, ce qui date au moins des années 2000. Quant à l'incapacité ou au manque de volonté de la direction de mettre en place des organisations pertinentes, elle semble assez évidente...

Enfin, la CGT lui explique que nos dirigeants n'ont pas été vraiment offensifs pour éviter la mise en concurrence de cette activité : ils ont juste réclamé de garder la main sur la qualification des entreprises prestataires.

Le directeur conteste les propos de la CGT. Selon lui, l'entreprise s'est battue comme un lion pour éviter la mise en concurrence et pour garder pleinement cette activité en interne !

Les députés qui nous ont informés seraient donc des menteurs ?

La CGT doit-elle leur rapporter les propos de la direction ?

Placé devant cette perspective, le directeur est revenu sur ses affirmations.

La position officielle devient : « *Simplement, disons que cette décision de mise en concurrence ne nous arrange pas* ». Ouf !

Le directeur nous dit aussi qu'« il n'y a pas eu d'externalisation massive des branchements depuis 2016 ! »

La CGT est consternée devant tant de mauvaise foi. Il est en effet difficile d'externaliser une activité que nous ne faisons déjà plus...

À la suite, la CGT interpelle le responsable du programme Linky sur le même sujet : nos exploitants ne font plus leurs activités et sont employés pour faire de l'activité Linky. Ce responsable nous explique ne pas comprendre : il n'y a pas d'activité Linky ou Exploitation, mais une activité globale qu'il convient de réaliser. Et les DR s'organisent en fonction des priorités. Donc il n'y a pas lieu d'étudier dans les CE cette question, de donner des consignes claires pour que nos agents refassent des activités d'exploitation ou de créer des emplois si des besoins existent côté Linky.

Voilà donc une nouvelle illustration de l'incohérence des discours tenus par nos directions, tout simplement parce qu'elles refusent de mettre les moyens nécessaires en œuvre et que leur seul réel objectif reste la rentabilité.

L'industriel est soumis aux contraintes de la finance qui le conduit de reniements en reniements. En effet, devant les réalités du terrain, les directions admettent que « *ce n'est pas bien* », mais ne feront rien d'autre que des discours...

3) C'est la faute à Rousseau, c'est la faute à Voltaire

Justifier du plan social massif à ENEDIS par le programme Linky, c'est irresponsable. Que le Président d'ENEDIS tienne ces propos devant les salariés nous choque.

Que cela devienne un élément de langage dans de nombreuses DR dont Auvergne, Centre, Limousin, Pays de la Loire, Nord-Pas-de-Calais, Pyrénées Landes et pleins d'autres, est très inquiétant et dangereux dans le contexte actuel où les remises en cause politiques de Linky se développent.

La CGT demande qu'un démenti clair soit fait par la direction ainsi qu'une confirmation du respect des engagements sociaux pris sur ce dossier.

Le responsable du projet Linky déclare : « *Le Président d'ENEDIS n'a jamais dit ça devant les dizaines d'agents rassemblés à Besançon, les DR ne diffusent pas ce message. C'est une fake news propagée par la CGT !* »

Au mieux, la CGT et les salariés concernés ont une « *mauvaise compréhension* » de ce qu'on leur dit.

N'admettant pas qu'un responsable de la direction se permette de traiter les salariés et nos militants de menteurs et d'imbéciles, la CGT a mis un terme au débat.

Pour autant, la direction nous dit quand même que les 2 500 suppressions d'emplois à ENEDIS, ce n'est pas Linky... On resterait donc sur le plan d'affaire d'origine confirmé par la Présidente de l'époque devant l'Assemblée nationale et le Sénat : le modèle économique du projet a un effet neutre sur l'emploi.

Donc, les reniements industriels et sociaux, y compris le plan social massif mis en place par ENEDIS, ce n'est plus la faute à Linky. Ce n'est pas la faute aux nouvelles technologies, le tarif n'est pas responsable, Convergence n'a rien à voir là-dedans... Il va falloir que nos dirigeants trouvent autre chose !

Ou alors, il est peut-être temps d'admettre la réalité. **Mais, il paraît qu'il n'y a pas lieu de vous inquiéter et encore moins d'avoir un débat sur le fond...**